

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Zelaya voulait augmenter le smic de 60%...

Non au putsch militaire au Honduras !

- International -

Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2009

Démocratie & Socialisme

Encore moins que ses voisins, le Honduras n'avait vocation à devenir un nouveau foyer révolutionnaire bolivarien. Jusqu'à peu, c'était la multinationale « United Fruit Company » qui tirait les ficelles et adoubaient ses fantoches à la tête du pays. Lorsque la CIA, soutenue par « l'United Fruit », se décide à lutter contre le régime progressiste du président Arbenz au Guatemala, c'est depuis le Honduras que s'organise la guerre psychologique amenant sa chute en 1954.

A partir de 1979, c'est à l'abri de la frontière hondurienne que les impérialistes ont financé et épaulé les « contras », groupes fascistes harcelant sans relâche le régime sandiniste qui s'était imposé au Nicaragua... Même si le Honduras est un Etat officiellement civil et démocratique depuis la constitution de 1982, la militarisation de la société s'est intensifiée pendant les années 1980, menant à de nombreux enlèvements voire d'assassinats de militants ouvriers, de syndicalistes et de démocrates.

Tout commence à changer à partir de l'arrivée de Zelaya au pouvoir, fin 2005. Il se met presque immédiatement les classes dominantes à dos en créant un journal populaire et en nationalisant le TF1 local.

Mais sa rupture définitive avec l'oligarchie est à dater de 2008. Le rapprochement avec le Venezuela de Chavez est sanctionné par l'adhésion du Honduras à "l'Alternative bolivarienne pour les Amériques" (ALBA). Dans la foulée, en janvier 2009, Zelaya décide d'augmenter les salaires minimums de 60 % malgré les cris d'horreur des multinationales. La lutte contre la pauvreté est financée par un accord avec Petrocaribe qui permet de différer sur 25 ans le paiement de la moitié de la facture pétrolière. L'ancien politicien de centre-droit soutient microentreprises et agriculteurs, lance des assemblées populaires pour la gestion des quartiers et s'oppose à la main-mise étasunienne sur l'économie du pays... Pour la classe dirigeante hondurienne et les impérialistes, le fantasme Zelaya est devenu l'homme à abattre.

L'armée est bien sûr en première ligne, mais elle n'est que le sabre de la conjuration. Sa tête n'est autre que "Chiquita", l'ex-« l'United Fruit ». Début 2009, la compagnie fruitière a vivement critiqué le gouvernement de Tegucigalpa à propos des hausses des salaires. La menace à peine voilée de faire plonger le pays dans le chômage de masse n'a pas fait reculer le président. La rupture était consommée et "Chiquita" n'avait plus qu'à se tourner vers les militaires putschistes.

Rapidement, l'Eglise, le Congrès et les médias s'associèrent à la conjuration. Le 28 juin dernier au matin, l'état d'exception est décrété. L'armée fait irruption au domicile de Zelaya, le sort du lit et l'expulse du pays alors qu'il était encore en pyjama... Le président légitime est contraint de laisser la place à un gouvernement « de fait », né du coup d'Etat et dirigé par Roberto Micheletti. A ses côtés se trouvent des hommes peu recommandables, tels que Otto Reich, trempé dans le coup d'Etat anti-Chavez de 2002, ainsi que Billy Joya, tortionnaire réputé qui dirigea un escadron de la mort de 1984 à 1991...

Le coup d'Etat est brutal, mais la résistance s'organise rapidement et des affrontements ont lieu aux abords du palais présidentiel. Au sein de la « communauté internationale », l'ALBA dénonce le putsch le lendemain de sa réalisation et l'ONU lui emboîte le pas le 1er juillet. Même Obama se dit quelques jours plus tard « très préoccupé » de la tournure des événements. Malgré la condamnation officielle du coup d'Etat par les Etats-Unis, il est maintenant clair que certains dirigeants américains ont pris une part active à la conjuration, notamment Llorens, l'ambassadeur américain à Tegucigalpa. Malgré le doublejeu américain, Zelaya se sentait assez fort pour braver le pouvoir putschiste unanimement condamné et retourner dans son pays. Mais, le 6 juillet, sa tentative aérienne a échoué face à la volonté inébranlable des factieux qui ont empêché son avion d'atterrir malgré les 30 000 partisans du président légitime qui s'étaient massés le long de l'aéroport de la capitale hondurienne.

Non au putsch militaire au Honduras !

Deux semaines plus tard, la tentative d'arbitrage du président costaricien Arias échoue. Le 19 juillet, alors que compromis proposé par Arias, l'homme de confiance d'Hillary Clinton, venait d'être accepté comme base de discussion par Zelaya, les envoyés de Micheletti rompent les négociations. Le gouvernement "de fait" ne peut se résoudre à rendre le pouvoir au président légitime, conscient qu'il est de la précarité de sa situation.

Cette fin de non-recevoir opposée à la médiation costaricienne a relancé le mouvement social au Honduras. Les partisans de Zelaya se comptent maintenant par millions et, surtout, ils s'organisent depuis maintenant deux mois. Un « Front de résistance au coup d'Etat » rassemblant toutes les organisations politiques, syndicales et associatives des salariés, des paysans et de la jeunesse du Honduras s'est formé et dispose d'une autorité croissante. Il organise des actions quotidiennes contre le gouvernement « de fait ». Avec les trois grandes centrales syndicales, le Front a appelé à la grève générale les 23 et 24 juillet contre les putschistes.

Depuis cette date, la situation sociale et politique s'emballent tous les jours davantage. Le 25 juillet, le président Zelaya tente d'entrer en territoire hondurien avec ses partisans. L'armée ne l'a pas laissé passer, mais n'a pas cherché non plus à se saisir de lui, ce qui prouve que le rapport de force n'a encore basculé en faveur d'aucun des deux camps... Les manifestations se multiplient fin juillet et la violence de la répression semble enfler jour après jour. Le 31, une grande manifestation de la fonction publique gagne le centre-ville de la capitale hondurienne et un syndicaliste enseignant est assassiné d'une balle en pleine tête. L'association des disparus du Honduras annonce plusieurs centaines de blessés et d'arrestations, tandis que des violences de nature sexuelle auraient eu lieu. Le 11 août, une grande marche d'opposants au coup d'Etat a permis la convergence de quatre cortèges dans le centre de Tegucigalpa. La répression ne s'est encore une fois pas faite attendre.

D'après la mission du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, alors qu'ils s'avançaient vers le Congrès, les manifestants ont « subi de plein fouet la violence policière : gaz lacrymogènes, coups aux manifestants pris de panique, arrestations arbitraires, etc. ». Les arrestations de militants ont en effet été très nombreuses et des dizaines de disparitions s'ajoutent aux quatre morts du mois de juillet. Depuis les derniers jours d'août, la situation semble moins tendue et les putschistes ont annoncé la tenue d'élections en novembre pour légitimer leur pouvoir. C'est là un piège dans lequel le peuple hondurien ne saurait tomber. En effet, Attac France a raison d'affirmer que le régime de facto a décidé "de jouer la montre jusqu'à une « élection » présidentielle sur mesure, en spéculant sur la lassitude de l'opinion internationale et surtout sur la complaisance, confinante à la complicité, de Washington".

Tous les militants ouvriers et socialistes, ainsi que tous les démocrates, se doivent de soutenir le retour du président Zelaya et d'affirmer leur entière solidarité au peuple hondurien. En Europe, nous devons faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils coupent toutes les aides au gouvernement des factieux et qu'ils annoncent des sanctions drastiques si le sang du peuple coule de nouveau. Il est par exemple intolérable que le FMI prête 160 millions de dollars au gouvernement putschiste alors qu'il n'avait pas hésité à les geler à la seconde où la politique du président légitime prenait un cours par trop défavorable aux intérêts des grandes multinationales.

Il est de même intolérable que les Etats-Unis n'aient pas bloqué les comptes bancaires des putschistes sur leur territoire. La solidarité internationale doit être à la hauteur des enjeux, car ce n'est pas seulement la démocratisation du Honduras qui est en jeu, c'est également l'avenir du processus révolutionnaire dans toute l'Amérique latine. Face aux masses, le passé puant du sous-continent frappe de nouveau à la porte. Pas question de la lui ouvrir.

Jean-François Claudon